

# L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

## Non aux plans d'austérité des capitalistes



### De l'argent, il y en a !

## Hausse des salaires, Un emploi pour tous et toutes, Des services publics gratuits !

Certains "journalistes" en sont venus à définir la politique portée par Emmanuel Macron, le ministre de l'économie, comme du « macronisme ». Ce serait nouveau. On aurait de vrais droits là où ces droits n'étaient que formels, inscrits dans la loi mais sans pouvoir véritable. Ce serait la justification des "lois Macron".

D'une part, c'est faux : des droits comme celui de contester un licenciement abusif seront désormais encore plus réduits et l'indemnisation en cas de faute de l'employeur sera elle aussi beaucoup plus faible. D'autre part, la méthode n'est pas nouvelle, c'est l'aboutissement de décennies de politiques libérales mises en place autant par les gouvernements de droite que par ceux dirigés par le PS. C'est la casse du droit du travail, pour une exploitation maximale sans la protection des garanties collectives obtenues de hautes luttes. Le droit à avoir un emploi, (déjà pas si contraignant que cela pour les capitalistes quand on voit les chiffres du chômage), devient la possibilité d'exercer une "activité". Alors qu'il faudrait répartir la quantité de travail nécessaire au fonctionnement de la société entre tous les travailleurs et travailleuses disponibles, c'est désormais la loi de la concurrence sauvage entre les individus.

C'est la généralisation du système

de l'auto-entreprenariat tant vanté par les différents gouvernements comme un moyen de « créer sa propre activité », un prétendu remède au chômage par la libre-entreprise, par le "travail libéré".

Et dans la réalité, ce n'est nullement la «liberté du travail» qui est instaurée. Ce que Macron-Valls veut faire, l'entreprise Uber l'expérimente déjà avec Uberpop ! Des chauffeurs sans contrat de travail qui peuvent faire des courses à tout moment, travaillant 7 jours sur 7, sans protection et ne s'en sortent jamais ! Chaque rapport humain devient cyniquement marchand. L'usure du véhicule et le risque (accident, agression) restent à la charge du conducteur et du passager, tandis que les millions de profits vont aux dirigeants d'Uber.

Au contraire, c'est le règne de l'auto-exploitation et donc de la surexploitation. Pire encore qu'avec le travail salarié car la relation de gré à gré rend plus difficile un front commun des exploités, que l'unité d'intérêts des travailleurs rend possible. Quant au "patron", il est de fait en partie virtuel n'ayant même plus l'excuse de son petit apport initial de capital pour justifier qu'il tire des profits du travail des autres. Seuls les développeurs informatiques sont les gens qu'il exploite directement mais la grande masse des profits provient de voitures qu'il n'a même pas besoin de posséder.

Pour les capitalistes tout doit être marchandise et source de profit, du maximum de profit. Leur fortune, ils nous la doivent intégralement. Sans notre travail, rien ne

fonctionne, aucune richesse n'est créée, mais seuls les capitalistes en récupèrent les fruits et en période de crise, ce n'est pas assez. Alors chaque geste doit être source de profit, de nouveaux marchés doivent s'ouvrir, tant pis pour les besoins sociaux. Le bien public doit aller vers les intérêts privés des ultra-riches. Pour cela, l'Etat auquel nous avons imposés par des décennies de luttes ouvrières la prise en charge de nouvelles missions subit cure d'austérité après cure d'austérité. Tout doit disparaître de l'Etat, hormis les missions de répression. Ce qui échappait à la rapacité des capitalistes doit être soumis à la loi du marché : la santé, l'éducation, la recherche d'emploi, etc. Le capitalisme en crise a un besoin vital de la destruction des services publics.

Pour la première fois dans l'histoire, ce système permet de produire plus de richesses qu'il n'en faut pour satisfaire les besoins sociaux mais elles sont accaparées par une minorité de parasites privilégiés. Une autre société est non seulement possible, mais surtout nécessaire. Une société aux antipodes du capitalisme, basée sur un fonctionnement rationnel de l'économie : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Cette société c'est le socialisme démocratique qu'il faudra construire en renversant le capitalisme pourrissant. Nous, les exploités, travailleurs, précaires et chômeurs, retraités aux pensions de misère, jeunes sans avenir, nous devons nous organiser pour transformer nos révoltes en luttes collectives, et nos luttes en victoires.

[www.gaucherevolutionnaire.fr](http://www.gaucherevolutionnaire.fr)

# Fermetures des hôpitaux publics de proximité et des maternités... ça continue pendant l'été

Par Diana et Dadou

Depuis des mois, pas une semaine ne se passe sans une annonce de la fermeture d'un service ou d'un hôpital. Et ça va continuer pendant l'été : fermeture d'hôpitaux de proximité, fermeture de maternités, ou restructuration de service de gériatrie et même dans certains hôpitaux fermeture des services d'Urgence et de Réanimation.

Sous prétexte de faire des économies et pour soi-disant mieux servir les usagers, on fait le vrai but c'est fragiliser la santé publique. C'est une véritable hémorragie ! Dourdan, Guéret, Briançon, Béthune, Quimper, Falaise... et bien sûr les Hôpitaux de Paris. A chaque annonce de fermeture, les personnels de santé et la population se sont mobilisés. Ils ont quelquefois gagné un sursis comme à la maternité de Die. Ces luttes vont continuer cet été comme à Falaise avec une journée de mobilisation le 11 juillet contre la fermeture de la maternité.

## Ce sinistre plan ne date pas d'aujourd'hui

Et ça s'est accéléré en 2007 lors de la mise en place de fameux plan « Hôpital 2007 » avec la tarification à l'activité. Cela s'est traduit d'abord par des suppressions de lits, ensuite des fermetures d'unités pendant les fêtes de fin d'année et les vacances sans remplacement de personnel en vacances. Le service des remplacements a été cassé avec la mise en place des Pôles. Cela consiste à regrouper des services pour faire des économies de quelques millions. En effet, les personnels et les dotations en matériel technique et logistique sont divisés par le nombre d'unités et bien sûr sont en nombre insuffisant. Comme dans d'autres services publics on assiste à un vrai démantèlement de la santé publique.

Le plan « d'Hôstérité » appliqué aux Hôpitaux va fragiliser la Santé Publique et aura des répercussions sur les soins aux patients

Les délais d'attente pour un RV de Scanner ou d'IRM sont longs ou simplement réservés aux hospitalisés. Les patients extérieurs sont dirigés vers les cliniques privées. Mais une bonne partie des usagers ne peuvent pas aller en clinique car ils n'ont pas de mutuelles et les médecins pratiquent souvent des dépassements d'honoraires. Se payer une mutuelle ? Souvent trop cher par rapport aux faibles revenus. Un retraité qui touche 900 euros doit payer 100 euros !

Et le gouvernement se glorifie de mettre en place un dispositif d'aide de 500 euros/an, en fixant des contrats avec 11 mutuelles ! Comme ça on continue à engraisser des groupes d'actionnaires, au lieu d'élargir la couverture santé par la Sécurité sociale et la CMU complémentaire et garder l'argent public et nos cotisations dans le domaine public.

C'est ça la modernisation du système de santé dont se gargarise la ministre Mme Touraine ?

## Quelle hypocrisie!

Les droits des patients sont bafoués. Le personnel lui est épuisé. Les temps de repos sont supprimés, les remplacements non assurés et les acquis sont remis en cause comme les 35h (notamment à Paris).

## Non aux coupes budgétaires

**Soutien aux luttes des hôpitaux publics pour dire non aux fermetures !**

**La Santé n'est pas une marchandise !**

**Pour une santé 100% publique, de la production du médicament à l'hospitalisation !**



Manifestation des salariés des Hôpitaux parisiens (AP-HP) le 11 juin 2015, AFP.

## Pour des services publics 100% gratuits : Santé, Education, Eau...

Les politiques de privatisation et de libéralisation ont conduit à la suppression de nombreux services publics et de nombreux emplois. Soi-disant que ce serait moins cher pour les usagers devenus clients. Dans la réalité, transports, téléphone, énergie, santé sont devenus très chers pour un service dégradé pour une majorité de la population. Quant à la mise en place de la concurrence, elle entraîne une course au moindre coût pour dégager les bénéfices les plus gros possibles, ce qui se fait là aussi au détriment des usagers.

Quant à l'Éducation, sa qualité s'est elle aussi dégradée et ce sont des entreprises privées qui bénéficient d'un marché désormais juteux à millions de cours particuliers.

Les privatisations ont renforcé les inégalités. Seuls des services 100% publics et gratuits, fonctionnant démocratiquement, par la gestion commune des employés et des usagers, peuvent remplir réellement leur mission de satisfaire les besoins sociaux de la population. Et ce serait moins cher qu'aujourd'hui, où il faut engraisser les actionnaires et surpayer les cadres et les dirigeants!

## Notre belle « des maux-cratie »

La classe politique qui est censée nous représenter est pourrie jusqu'à la moelle. Aucun parti n'est épargné par les scandales de mœurs, de fraude, de corruption ou de détournement d'argent.

Cahuzac, ancien ministre de la santé, aurait détourné des fonds et encaissé des pots de vin à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros, stockés sur divers comptes à l'étranger, et n'est malheureusement qu'un exemple parmi tant d'autres : les affaires Woerth-Bettencourt, Dassaut, Guérini... révélées par la presse et autres LuxLeaks ces dernières années. Et malgré son discours contre l'UMPS, le FN ne fait pas mieux. Jacques Bombard, maire proche du FN de la ville d'Orange, a été condamné suite à la découverte que la commune vendait des biens immobiliers à ses propres sociétés, réalisant ainsi des plus-values importantes. Et tout n'est pas blanc non plus du côté d'EELV. Leur association Cédis, chargée de la formation des membres et qui repose sur l'argent des collectivités locales, est soupçonnée d'utiliser ces fonds pour le parti lui-même sans réellement délivrer les formations en question.

Rien qu'en regardant leurs revenus, on com-

prend que ces politiciens ne vivent pas dans le même monde que nous et ne peuvent partager nos préoccupations quotidiennes. Les revenus mensuels officiels des membres du gouvernement, sans tenir compte des avantages et notamment des retraites, s'élèvent à 14.910 € pour le président et le premier ministre et à 9.940 € pour les autres ministres. Bien qu'Hollande ait réduit ces revenus de 30% au début de son mandat, cela reste bien supérieur au salaire médian mensuel français qui est évalué à 1.675€ (avec de grandes disparités). Le constat, c'est que cette classe politique profite de sa position privilégiée pour satisfaire des intérêts personnels et ne peut prétendre ainsi nous représenter.

## La démocratie bafouée, tout comme nos intérêts

Le gouvernement est dévoué aux capitalistes et s'avère incapable de s'opposer aux multinationales. On le voit avec l'histoire des tensions entre Uberpop et les chauffeurs de taxi, où malgré de beaux discours de l'État, la multinationale s'implante partout en France sans que rien ne soit entrepris. En soi, le principe d'une application pour partager des trajets est un projet positif, mais comme

tant d'autres choses, il est détourné sous le capitalisme pour créer un marché, en écraser un autre et enrichir une poignée de personnes. Si l'État se souciait réellement de nous offrir des déplacements écologiques et à prix accessibles (voire gratuits), il développerait cela sous la forme d'un vrai service public.

Et pourtant, vis-à-vis de ceux qui oseraient mettre des bâtons dans les roues à la politique libérale du gouvernement, nos dirigeants se montrent bien plus décidés! C'est dans ce sens que l'on a pu voir l'utilisation du fameux "49-3", permettant de faire passer en force la loi Macron qui comporte une ribambelle d'attaques et de reculs sociaux-environnementaux. Le gouvernement peut, lors d'une législature, recourir plusieurs fois à cet article s'il s'applique au même texte. Quoi de mieux alors qu'un texte de loi qui comporte autant de volets que celui de la loi Macron. Voilà une preuve évidente que la démocratie de notre Vè République se moque bien de nous !

## Pour une vraie démocratie !

Quand on se remémore le référendum en 2005 sur le traité européen, où le "Non" l'avait emporté à 54.87 % et qu'on sait que ce même traité a été

ratifié par voie parlementaire 3 ans plus tard, on peut légitimement se poser cette question : vit-on bien en démocratie?

Eh bien non, la démocratie ne peut se limiter à la liberté d'opinion et à un bulletin dans l'urne à chaque élection ou même à des référendums réguliers. La démocratie c'est le pouvoir au peuple et donc des choix de société pris par le peuple, pour le peuple. Certes la démocratie requiert une organisation centralisée pour être efficace et donc l'élection de représentants à tous les niveaux. Mais pour que ces représentants en soient réellement, il faut bannir le professionnalisme de la politique, s'assurer que les élus touchent le salaire d'un travailleur qualifié pour rester au niveau du reste de la société et surtout ne cumulent ni avantages, ni mandats. Il faut que nous puissions avoir un contrôle constant sur ces élus, qu'ils soient révoqués à tout moment s'ils ne respectent pas le mandat de leur base.

Aujourd'hui nous sommes bien loin d'une telle gestion, loin d'une vraie démocratie. La seule voie pour que nos intérêts soient réellement défendus, c'est renverser ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir !

Rachel

## Pour nous contacter

grcontact@hotmail.com

06.14.07.45.19 / 09.54.79.19.17

facebook.com/gaucherevolutionnairecio

## Abonnez-vous à L'Egalité

### ABONNEZ-VOUS

Je souhaite m'abonner au journal L'Egalité  
France 6 mois = 6 € ; 1an = 15 € ; International 1 an = 30€  
Chèque à l'ordre de "Voyages Jeunesse Education"  
ou en ligne sur notre site

Nom :  
Adresse :

Prénom :

Coupon à retourner à :

Les amis de L'Egalité, 82, rue Jeanne d'Arc  
centre 166, 76000 Rouen

# Chômage : Un emploi pour tous et toutes !

Par Leïla Messaoudi

5 millions de chômeurs et près d'un quart des moins de 25 ans au chômage: pas besoin d'expliquer ce que c'est vivre dans une société de chômage de masse, une bonne partie d'entre nous le sait. Hollande avait promis d'en faire sa priorité et d'inverser la courbe. Pourtant rien ne change vraiment! En réalité, ils n'ont pas de solution.

Le dernier exemple du "Pacte de responsabilité" et du CICE qui devaient permettre 1 million d'emplois en sont les preuves : leurs plans ne fonctionnent pas. Tout ceci ne sert qu'à fournir une main d'œuvre pas chère aux patrons par des baisses de cotisations patronales, par des aides de l'État. D'autre part, incarnée aujourd'hui par Rebsamen, leur politique repose sur une chasse aux chômeurs accentuée (radiations en série, contrôles...).

## Des emplois tout de suite, c'est possible !

En réalité, le chômage de masse signifie qu'une partie des travailleurs et des jeunes sans emploi est maintenue dans la précarité pendant qu'une autre partie a un emploi mais sous pression permanente, produisant toujours plus au même nombre.

Il est pourtant possible de créer de vrais emplois avec de vrais salaires. Il faut partager le travail existant entre tous en réduisant le temps de travail hebdomadaire: 32 heures par semaine sans perte de salaire serait un premier pas ! Le maintien des salaires actuels basé sur 35 heures officielles est tout à fait possible si on prend sur les profits gigantesques accumulés par les actionnaires des grandes boîtes privées et sur les dividendes récoltés ! Et dans les secteurs publics, l'arrêt des

coupes budgétaires et la fin de la gestion bureaucratique du travail permettrait d'embaucher aussi! Vivre dans des conditions correctes et avoir le temps de profiter de sa vie et de ses proches ne devrait pas être un luxe... Et avoir un véritable emploi doit permettre cela. La répartition du travail entre tous et toutes jusqu'à résorption du chômage, sans perte de salaire est un premier acte politique nécessaire pour baisser durablement le chômage et stopper la marginalisation de toute une partie de la population. Avec une semaine de travail de 4 jours, nous aurions du temps à investir pour nos proches, les loisirs et dans la société en général !

## Partager les richesses !

Pour les capitalistes, les actionnaires des grandes entreprises, pas question que tout le monde vive mieux ! Ce n'est pas leur problème. Leur vision est à court terme, celle du profit immédiat, rapide et massif. Elle s'oppose à une vie meilleure pour tous et toutes puisque cela signifie exploitation et misère pour la majeure partie. Et tout ceci n'est que plus vrai avec la crise. Il est possible de créer de nouveaux emplois mais pour cela il faut s'en prendre au pouvoir du patronat et des grands actionnaires. La majorité de la population a des intérêts inconciliables avec eux. En effet une grande partie des secteurs importants de l'économie, l'industrie automobile, l'énergie, les banques... sont dans les mains d'actionnaires alors qu'ils servent à fournir la population.

Pour pouvoir changer de société il faut retirer



**Pour satisfaire les appétits des grandes chaînes commerciales, le gouvernement Hollande-Valls-Macron a encore élargi les possibilités de travail le dimanche, sans compensation financière pour les salariés. Ce genre de mesure ne crée pas d'emplois, puisque les petits commerces sont les premières victimes d'une telle concurrence. De plus, la précarité croissante des employés dans le secteur sera renforcée par l'impossibilité de réellement s'opposer à un patron qui exige qu'on travaille le dimanche**

les privilèges que quelques capitalistes ont de posséder tout ce qui permet de produire et de faire tourner la société. Placer sous le contrôle des travailleurs et de la population les secteurs clé de l'économie permettrait d'orienter la production et les emplois en direction des vrais besoins de la population et non plus pour les profits des gros actionnaires. On pourrait alors créer des emplois en déci-

dant ensemble, démocratiquement de ce qui est nécessaire et vraiment utile.

La production peut être orientée vers la satisfaction des besoins de la population. C'est pour cela que nous sommes organisés et que nous luttons pour construire un mouvement capable de renverser le capitalisme et d'instaurer une société socialiste démocratique.

# Le Moyen-Orient et l'Afrique ravagés par les impérialistes

Par Alex

De nombreux massacres et actes de folie perpétrés au nom du prétendu "État islamique" (communément appelé Daesh) se sont produits depuis l'été 2014. Ceux qui pouvaient penser que les guerres menées au Moyen-Orient et en Afrique resteraient sagement dans ces régions ne sont plus très nombreux. Et le degré de barbarie revendiqué par Daesh (décapitations, massacres d'enfants, esclavage sexuel et trafics de femmes) laisse à peine imaginer le terrible calvaire pour les populations. Mais cette barbarie est le produit des guerres que les impérialistes ont menées et du chaos que cela a provoqué.

En 2003, les USA et leurs alliés ont envahi l'Irak au prétexte que le pays regorgeait d'armes de "destruction massive". C'était bien évidemment faux. La vraie raison était le pétrole, mais pas seu-

lement. Il s'agissait de rétablir au cœur même du Moyen-Orient un régime soumis aux intérêts des multinationales américaines, et aussi d'évincer les concurrents russes, français, etc. La propagande officielle disait que le renversement de Saddam Hussein entraînerait une vague démocratique en Irak et dans la région.

Nous disions déjà à l'époque que ce serait le contraire : la démocratie ne se construit pas sous la botte d'une armée d'occupation. D'autre part, nous disions également que les USA ne réussiraient pas et qu'ils seraient obligés de quitter l'Irak, laissant une situation pire encore que sous Saddam Hussein avec une potentielle guerre civile entre anciens du régime, courants fondamentalistes musulmans, chiites comme sunnites... d'autant plus que l'armée américaine et ces différentes forces politiques se sont accordées pour écraser tout ce qui pouvait rester de mouvement ouvrier en Irak et notamment les syndicats. Chaque interven-

tion impérialiste dans le monde est faite avec les mêmes mensonges et méthodes et entraîne les mêmes résultats.

L'occupation américaine était déjà en soi une barbarie. Que cette barbarie en ait entraîné une autre est hélas logique même si Daesh va au-delà de ce qu'on pouvait imaginer à l'époque.

## Daesh et l'impérialisme sont jumeaux

Là où les impérialistes réussissent à mettre en place une dictature à leur botte, leurs interventions créent, pour le moment, des situations de chaos total avec le règne de bandes armées qui s'enrichissent grâce aux pillages et aux trafics. Si au départ, ils ont pu capter la colère contre les conditions de misère faites par les gouvernements valets de l'impérialisme de leurs pays, Daesh, Boko Haram, ou des groupes comme Aqmi dans le Nord du Mali ne sont en fait que des trafiquants de drogue et d'armes qui ont élargi leur marché au pétrole, aux êtres humains ou à la religion. Ils sont le reflet même des méthodes des impérialistes. En ce sens, Daesh n'est pas une fabrication de quelconque service secret ni un groupe né du fanatisme religieux. Les chefs du mouvement vivent dans le luxe comme des dirigeants de cartels de la drogue. Les jeunes qu'ils attirent viennent, pour beaucoup, pour la promesse d'une vie de luxe, ou pour le moins sans soucis matériels. Même si un noyau dur croit encore au combat religieux, le mode de vie de Daesh qui consiste à s'enrichir grâce à la multiplication des trafics et des pillages, à exécuter toute opposition au motif qu'elle serait contraire à la religion, fait que les populations civiles musulmanes sont les premières victimes. Ce régime n'a aucune base réelle dans la société et se désagrègera au gré des conflits d'intérêts entre factions. Mais une telle désagrégation ne signifiera pas la fin du problème mais bien la possibilité que de nouveaux groupes apparaissent et s'affrontent.

Si les médias focalisent sur Daesh, c'est aussi parce que les impérialistes, obnubilés par la sécurisation de l'approvisionnement en gaz et en pétrole, cherchent des alliés parmi les autres groupes pour tant eux aussi fondamentalistes.

Les situations de guerre civile peuvent à tout moment s'exporter en Europe. Il en va ainsi pour la Libye, ou des régions d'Afrique... En Syrie, les manœuvres de la France, des USA et les liens obscurs avec l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie ont favorisé l'émergence de groupes fondamentalistes comme la branche d'Al Qaïda en Syrie, le

Front al Nosra dont est d'ailleurs issu Daesh. Pour les peuples de la région, quel choix entre la dictature des gangsters de Daesh, celle d'Al Nosra ou celle du régime syrien de Bachar el Assad ou encore celles des régimes à la solde des impérialistes? Quatre formes de dictatures qui se valent toutes. Quant à la Turquie, sa complaisance avec Daesh est indéniable. Par un heureux hasard, la zone contrôlée par Daesh s'arrêtait toujours miraculeusement à la frontière turque.

## La lutte anti-impérialiste est au cœur de la lutte contre le capitalisme

Toutes ces connivences se font sur le dos des peuples, que ce soit dans les pays directement concernés, ou au sein des pays impérialistes. Le terrorisme et les politiques impérialistes se nourrissent mutuellement. De même que les politiques antisociales et la mise en place de régime dictatoriaux : le soutien de la droite, du FN et du PS aux régimes qui sont souvent les pires dictatures est en fait un soutien aux politiques des multinationales dans leur course à la recherche d'une main d'œuvre peu payée et muselée.

On ne peut être anticapitaliste si on n'est pas contre toute intervention militaire, même sous prétexte humanitaire ou "démocratique", car derrière toute intervention se cache le pillage des ressources du pays en question qui permettent de fait aux multinationales de dicter encore plus leurs lois aux travailleurs. Il manque aujourd'hui une véritable politique anti-impérialiste, contre les guerres et les interventions militaires, de la part des organisations de gauche et des syndicats. Il y a notamment besoin de soutenir plus souvent les grèves et les luttes de masse qui sont nombreuses autant en Afrique qu'au Moyen-Orient ou ailleurs.

Et également, notre soutien peut aller à ceux qui luttent, parfois les armes à la main, s'ils défendent une société réellement progressiste. Comme les unités de défense du peuple (les YPG) dans le Nord de la Syrie, contre Daesh et qui luttent pour une société égalitaire et mettent en place des mesures allant dans ce sens dans les zones qu'elles contrôlent. C'est certainement assez imprécis, mais c'est une telle différence avec les autres forces dans la région que c'en est révolutionnaire. Mais il faut aussi réaffirmer que Daesh n'est qu'une face de la médaille. Aucune confiance dans l'impérialisme US, français ou autre, qui écraseront toujours les mouvements de libération si les intérêts économiques des multinationales l'exigent.



**Combattantes des YPJ/YPG (Unités de défense féminines-Unités de défense populaires) qui sont les seules forces armées à s'opposer à Daesh sur le terrain. A l'origine kurdes, elles s'élargissent à toutes les populations de la région qui veulent en finir avec la barbarie de Daesh. Elles ont libéré la ville de Kobané après des mois de combats héroïques. Autant le gouvernement turc que les impérialistes regardent avec hostilité cette résistance populaire.**



# L'Égalité

## Non à la double peine pour les "migrants"

Par Cécile

Ceux qu'on appelle désormais les "migrants" n'ont jamais été aussi nombreux à traverser la Méditerranée. 137.000 depuis début 2015, c'est 83% de plus par rapport à la même période en 2014. Ils fuient le chaos, la misère, la dictature, la guerre. Près de 2000 sont morts en tentant ce voyage. Quand ils arrivent, on leur fait de nouveau payer en les tabassant comme à La Chapelle lors de l'évacuation du campement par la police.

### Pays des droits de qui?

En France, selon l'organisation Forum Réfugiés, 50.000 personnes ont été mises en centres de rétention en 2014, dont 5700 enfants ou adolescents – souvent enfermés et expulsés sans leurs parents, en toute illégalité, et malgré une condamnation de la Cour européenne des droits de l'Homme. C'est ici aussi que l'État accorde le moins le droit d'asile, 17% des demandeurs l'obtiennent contre 42% en moyenne dans l'UE. On a fait grand cas, mi-juin, du fameux "plan" du gouvernement pour les migrants. Les places d'hébergement supplémentaires sont la moindre des choses, quand on voit les conditions dans lesquelles vivent les migrants aujourd'hui dans la rue, quand on sait que des SDF ont dû être mis dehors faute de place. Mais surtout, c'est la volonté de "multiplier par deux les retours": c'est la politique raciste d'expulsions massives et à tout prix, mise en place sous Sarkozy-Hortefeux, qui est poursuivie et aggravée sous Hollande-Valls.

### Mensonges

Ceux-là, la droite, l'extrême droite, n'ont de

cesse de dire, ou de laisser entendre, que les immigrants coûtent cher, sèment l'idée qu'ils piquent le boulot des «gens», etc. Les seuls qui nous piquent notre boulot sont les patrons qui ferment les entreprises. Mais ces politiciens exploitent la misère et la peur pour se faire élire ou faire passer leurs sales attaques.

Mais ils "oublient" qu'en Europe, des milliards sont gâchés, pour le plus grand bénéfice de groupes comme Airbus, Thalès, dans la "surveillance" des frontières européennes. Clôtures, drones, expulsions : le collectif The Migrant Files estime qu'en quinze ans, c'est au moins 13 milliards qui ont été dépensés. A Calais et le gouvernement et l'UE prévoient de construire une clôture barbelée de 4 mètres de haut pour 15 millions d'euros. Ces millions, c'est nous qui les payons avec nos impôts.

Et surtout, les plus gros profiteurs de la situation, hormis les "passeurs", qui sont payés aussi par les gouvernements pour ne pas amener les migrants en Europe (et les abandonner en mer ?), encore une fois sont les patrons. Quand on n'a pas de papiers, on ne peut pas faire respecter ses droits même basiques.

Ça arrange bien les patrons, ceux-là même qui par la voix de Gattaz et de Macron, passent leur temps à nous dire que nous «côtons» trop cher. Là encore, ceux qui baissent nos salaires, c'est le patronat et le gouvernement. Si le gouvernement voulait vraiment qu'il en soit autrement, il régulerait les travailleurs sans-papiers afin qu'ils aient de vrais contrats de travail et puissent vivre dans des conditions décentes. Il permettrait à ceux qui sont en transit de vivre avec dignité, de pouvoir faire les démarches administratives nécessaires dans la sérénité. Il suffirait, encore une fois, d'arrê-



Réfugiées syriennes arrivant sur une plage de Grèce après le naufrage de leur embarcation en avril 2015. (Angelos Tzortzinis AFP)

ter le gâchis d'argent des expulsions, des cadeaux aux patrons, de prendre les sous là où ils sont : dans les poches des exploités.

La Gauche Révolutionnaire pense que nous devons lutter tous ensemble, travailleurs, pauvres, jeunes, à travers les pays et au-delà des frontières, pour se débarrasser du capitalisme qui entraîne misère, exploitation et la barbarie qui l'accom-

pagne forcément. Nous sommes pour une société qui fonctionne pour satisfaire les besoins de tous, et non ceux des richards qui s'engraissent y compris sur la mort de milliers de personnes. Cette société, le socialisme, fonctionnera sur des bases de solidarité, de respect entre les peuples et de coopération économique, culturelle...

## Conférence climat de décembre à Paris : le gouvernement sème du vent...

Par Matthias

Le gouvernement a tenu à inscrire dans la loi transition écologique l'objectif de réduire la part du nucléaire à 50 % dans la production d'électricité (aujourd'hui 75%). C'était l'engagement de Hollande en 2012 mais il ne sera pas tenu. L'objectif des 50% représente la fermeture d'environ 20 réacteurs sur les 58 d'ici 2025 alors que le gouvernement rechigne déjà à fermer celui de Fessenheim. Pour les centrales nucléaires il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour les fermer; d'ailleurs le temps très long du démantèlement devrait conserver une bonne partie de l'emploi mais les syndicats s'inquiètent légitimement. Une solution doit être trouvée pour chaque travailleur et pas les pseudo reclassement après les licenciements qui laissent une bonne partie sur la touche.

L'autre gros problème c'est le traitement des déchets nucléaires car on ne sait pas les traiter en fait. Une bonne partie des pays a déjà abandonné l'idée et les stockent alors qu'il faudrait plus de recherche sur le sujet. En France il y a le site d'Areva de la Hague qui concentre une quantité monstrueuse de déchets radioactifs et qui ne sert en fait qu'à

séparer les éléments à des fins militaires tout en polluant la zone. En plus de cela, le site va être agrandi ce qui comporte beaucoup de risque comme les centrales. Dans le même temps Areva suite aux fiascos de l'EPR, de l'effondrement du marché japonais après Fukushima compte supprimer des postes et est en voie de rachat par EDF. Encore une fois la logique de l'économie capitaliste c'est d'être contre les travailleurs et l'environnement.

Pendant ce temps là le gouvernement continue sa communication. Le sommet climat et territoire qui a eu lieu à Lyon début juillet a rassemblé les maires et les élus des territoires d'un peu partout dans le monde pour affirmer leur place dans le débat en vu de la COP21, la conférence des Nations Unies sur le climat qui aura lieu à Paris en Novembre. Ils mettent en avant les « progrès » des villes par rapport aux Etats.

Mais même si il y a des progrès (réduction de consommation d'énergie dans les bâtiments et dans les transports) ça ne change pas les problèmes fondamentaux qui sont les types d'énergies utilisées ni ne touchent à la sphère de production industrielle et agricole, responsables de deux tiers des émissions de CO2 en France. Souvent il y a des campagnes

pour « sensibiliser » les habitants à leur consommation (voire les culpabiliser ou les faire payer) pour rejeter le débat sur les solutions individuelles, qui en plus demandent souvent beaucoup de temps que les gens n'ont pas.

En fait, beaucoup disent que même si Hollande parle encore d'accord contraignant sur la limitation à 2 degrés du réchauffement climatique, de fait, cette limite sera dépassée qu'il y ait accord ou pas. En effet, aucun de ces gouvernements ne s'attaque aux multinationales et à leurs profits. Or, pour faire ces profits, il faut réduire au maximum les coûts de production, ce qui veut dire rogner autant que possible sur les salaires et sur la sécurité y compris environnementale.

Il sera donc indispensable de faire entendre la voie des travailleurs, des jeunes et de tous ceux et toutes celles qui subissent réellement la pollution au travail comme dans la rue face à la mascarade de la COP21.

**Nous préparons cette mobilisation pour mettre en avant un programme socialiste révolutionnaire qui s'en prenne réellement aux vrais pollueurs : les capitalistes !**

### Le socialisme : forcément écologique

Sous le capitalisme la plupart des "solutions" aux problèmes environnementaux qu'il génère sont aussi néfastes que le problème initial. Les "solutions" ne sont appliquées que si elles génèrent des profits et aucune ne prend les problèmes dans leur ensemble car l'économie capitaliste est complètement chaotique, chaque entreprise produisant dans son coin sans plan global. Ainsi, l'élevage de poisson pour compenser la surpêche : cela appauvrit les pêcheurs, abîme les côtes, et favorise les maladies animales. Et dès que c'est mieux alors cela devient un business rapidement dévoyé et dont le contrôle est pris par les multinationales, comme les labels bio ou équitables. La question des énergies renouvelables ne se développe que lorsqu'il y a des subventions, et une demande suffisante pour que ce soit rentable pour les capitalistes, idem pour le recyclage où les entreprises se contentent de ramasser les déchets car elles sont subventionnées pour cela mais ensuite les brûlent ou les enfouissent. L'environnement c'est notre milieu de vie, notre santé, et en premier lieu celui des travailleurs qui sont les premiers exposés. Tous ceux qui s'obstinent à nous culpabiliser alors qu'on n'a pas les moyens de décision sur la plus grosse part de la pollution industrielle, ni sur le gaspillage dans la production ou la qualité des produits que l'on consomme, veulent détourner le problème.

Nous luttons pour une société socialiste ou ce seront les travailleurs qui géreront et contrôleront la production et la distribution. Débarrassés de la loi du profit maximum, il est imaginable que nous décidions collectivement de pas travailler dans de saines conditions, de ne pas fabriquer des produits, en particulier alimentaires, bons pour la santé et le tout dans des conditions non-polluantes pour nous et pour les générations qui suivent.